

Notre éducation ne regarde que nous... Patrons hors de nos facs et de nos lycées !

Octobre 2006, sortie de la version finale du rapport Hetzel qui contient des propositions pour «améliorer» l'enseignement supérieur.

Toujours plus de sélection

Deux mesures sont aussitôt reprises par le gouvernement : l'instauration d'une sélection à l'entrée de l'université et à l'entrée du master. La possibilité pour les universités de sélectionner les étudiants après la licence vient d'être abandonnée, mais il ne faut pas trop se réjouir tout de même...

Le problème de la sélection à la sortie de la Terminale est et demeure toujours d'actualité. Ainsi les demandes des lycéens seront examinées en février par un conseil de classe élargi à des représentants des universités et surtout à des « représentants des milieux socio-professionnels »... Quelle légitimité a un patron à siéger dans un conseil de classe ? En quoi devrait-il servir à conseiller des lycéens qui choisissent en quelle filière ils veulent aller à la fac ? Ceux qui recevront un avis défavorable devront aller à de multiples entretiens pour vérifier « s'ils sont vraiment motivés ». Le but de la manoeuvre : pousser les lycéens vers des filières « utiles » qui répondent aux besoins des entreprises implantées localement. On en vient ainsi à la partie la plus importante du rapport Hetzel, la professionnalisation.

Professionnalisation, l'éducation en cadeau aux patrons

Il s'agirait de créer « des passerelles » entre les entreprises et les universités. Concrètement, qu'est ce que cela veut dire... Donner plus de place aux représentants des entreprises qui participeront aux décisions sur le contenu des formations, en fonction de leurs besoins pas de l'intérêt des étudiants évidemment.

«Encourager» les étudiants à travailler pendant leurs études

Stages en entreprises obligatoires en licence même dans les filières généralistes, encouragement à travailler pendant 1 an entre la licence et le master, et enfin, «récompenser» les étudiants qui travaillent pendant leur licence par l'octroi de crédits ECTS, le comble du cynisme lorsqu'on sait que bosser pendant ses études réduit en moyenne de 30% les chances de réussite. **Sous prétexte de faciliter l'insertion professionnelle des jeunes, le gouvernement offre en fait au patronat une main d'oeuvre ultraprécaire.**



Cette société, ça ne peut plus durer !

Une allocation d'autonomie pour tous les jeunes

Dans cette société, les jeunes sont les premières victimes de la précarité. Un lycéen sur 5 et plus de 8 étudiants sur 10 ont déjà travaillé en dehors des vacances scolaires. Les patrons profitent de cette situation pour nous exploiter encore plus. La jeunesse subit une oppression spécifique : quand on est dépendant financièrement de ses parents, il est difficile de vivre sa sexualité comme on le souhaite, de faire les études qu'on veut vraiment faire, bref de vivre sa vie...

Pourtant, quand on fait des études (au lycée, à la fac ou en alternance), on produit des richesses pour la société : lorsqu'on est embauché, les patrons ont besoin de nos qualifications, de ce que nous avons appris. Lorsque nous cherchons du travail, nous avons besoin, comme tous les travailleurs, d'argent pour pouvoir vivre.

Nous revendiquons donc une allocation d'autonomie pour tous les jeunes pour pouvoir vivre décemment sans devoir mendier à nos parents ou mendier tout court.

C'est ce que défend la campagne d'Olivier Besancenot et de la LCR pour l'élection présidentielle. Cette campagne a pour objectif de défendre les droits des jeunes et des salariés, de donner une voix à notre révolte contre le fonctionnement de cette société.



www.besancenot2007.org

Insurrection à Oaxaca au sud de Mexico

Fin mai 2006, 70000 enseignants se mettent en grève. Puis sont rejoints par le reste de la population, c'est la grève générale insurrectionnelle qui prend le pouvoir. Le gouverneur de l'Etat de Oaxaca, Ulises Ruiz, et Fox, le président du Mexique, répriment en force le mouvement de l'APPO (Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca) : tirs à balles réelles, arrestations, enlèvements, tortures, viols et assassinats, piétinant ainsi les droits de l'homme. Jusqu'à fin décembre les barrières tenaient, mais le contrôle est retombé entre les mains de l'Etat central, qui tente d'écraser le mouvement

en arrêtant tous les dirigeants de l'APPO. Depuis le début du conflit, les médias internationaux passent ces événements sous silence afin que ce conflit ne puisse s'étendre et gêner le commerce d'armes qui se fait entre autre avec la France. Mais sur place la lutte continue ! C'est pourquoi l'APPO en appelle à la solidarité internationale. Lundi 1er septembre le consulat mexicain à Dijon est occupé, 8 militants sont arrêtés lors de cette action de soutien à l'APPO et passeront en justice le 12 juin 2007. Ici comme au Mexique, nous combattons la même classe dirigeante qui utilise les mêmes armes.

